

Prise de position – Harcèlement à l'EPFL

Nous, associations de l'EPFL, dénonçons le traitement scandaleux de l'affaire de harcèlement révélée dans Le Temps le 14 septembre 2023. Nous demandons une prise de position de l'EPFL sur les problèmes de harcèlement, des mesures efficaces à leur encontre, ainsi qu'une réforme du système actuel.

Depuis deux ans, suite à la campagne #PayeTonEPFL, la direction pérore sur ses initiatives visant à « rendre le campus plus safe ». Bien que les lois en vigueur à l'époque aient été suivies scrupuleusement, force est de constater que la structure actuelle ne permet pas de répondre de manière satisfaisante à ce genre d'affaires. Il nous est difficilement concevable qu'une plainte collective de 15 personnes soutenue par des plaintes antérieures ne puisse déboucher sur autre chose qu'une clôture d'enquête sans suite.

Lors de l'élaboration des nouvelles lois, directives et ordonnances de l'EPFL (LEX 1.8.1 et 1.8.3), certaines de nos associations avaient déjà relevé que :

- Déléguer l'entièrē responsabilité de l'enquête administrative et de sa suite au président de l'EPFL, en l'occurrence M. Martin Vetterli, est une faiblesse majeure pour une institution de la taille de l'EPFL.
- La recherche de solutions consensuelles dans un environnement à très forte hiérarchie ne prend pas en compte les rapports de force correctement. Ces solutions permettent simplement d'améliorer le cadre de travail le temps que les contrats académiques (généralement à durée déterminée) se terminent. Ainsi, les méthodes mises en œuvre sont un parti pris pour le statu quo.

Le traitement de cette affaire, bien qu'antérieur aux nouvelles lois, suggère que ces critiques étaient malheureusement justifiées. Nous sommes convaincu·x·e·s que l'issue de cette situation ne serait pas significativement différente aujourd'hui. En effet, les améliorations intervenues entretemps s'appliquent principalement au signalement de telles situations, mais n'ont que peu d'impact sur la manière dont les enquêtes sont menées ensuite.

Face à ce constat d'échec, il est de la responsabilité de la Direction de l'EPFL et du Conseil des EPFs d'œuvrer aux réformes nécessaires afin qu'une telle situation ne se reproduise plus. Nous ne sacrifierons pas notre santé, mentale et physique sur l'autel de l'immobilisme institutionnel.

Nous demandons :

- Une prise de position publique de la direction auprès de la communauté de l'école.
- Des réformes de la part des autorités compétentes concernant le cheminement décisionnel de telles affaires. Nous voudrions que les processus de décisions/sanctions soient gérés par des commissions représentatives et non par la présidence seule.
- Une révision du cahier des charges et une augmentation des ressources allouées aux enquêtes externes, afin d'en garantir la qualité.

Signataires

Association Polyquity
Association Unipoly
Association Zero Emission Group
Association Planqueer
Association Ingénieur·e·s du Monde
SUD Etudiant-e-s et Précaires
SSP-étudiant·e·s



ensemble pour
une écologie
solidaire



**ZERO
EMISSION**
GROUP

PLANQUEER

ssp  *vpod*



**Ingénieur·e·s
du Monde**

sud
ÉTUDIANT-E-S
ET PRÉCAIRES

Statement - Harassment at EPFL

We, associations and entities of the EPFL, denounce the scandalous treatment of the harassment case revealed in the newspaper Le Temps on September 14, 2023. We call on EPFL to take a stand on the problems of harassment, to take effective measures against them, and to reform the current system.

For the past two years, in the wake of the #PayeTonEPFL campaign, the EPFL direction has been bragging about its initiatives to "make the campus safer". Although the laws in force at the time were scrupulously followed, it has to be said that the current structure does not allow us to respond satisfactorily to this type of case. We find it hard to believe that a collective complaint from 15 people, backed up by previous complaints, couldn't result in anything other than the investigation being closed without further action.

During the elaboration of the new EPFL laws, directives and ordinances (LEX 1.8.1 and 1.8.3), some of our associations had already pointed out that :

- Delegating the full responsibility for the administrative investigation and its follow-ups to the President of the EPFL, in this case Mr. Martin Vetterli, is a major weakness for an institution the size of the EPFL.
- The search for consensual solutions in a highly hierarchical environment fails to take proper account of the balance of power. These solutions simply improve the working environment while academic contracts (usually fixed-term) come to an end. In this way, the methods implemented are biased towards the status quo.
- The handling of this case, although prior to the new laws, suggests that these criticisms were unfortunately justified. We are convinced that the outcome of this situation would not be significantly different today. Indeed, the improvements made in the meantime apply mainly to the reporting of such situations, but have little impact on the way investigations are subsequently conducted.

In view of this failure, it is the responsibility of the EPFL Office and the ETH Board to work towards the necessary reforms to ensure that such a situation does not arise again. We will not sacrifice our mental and physical health on the altar of institutional immobility.

We ask for :

- A public statement from the EPFL Board to the school community.
- Modification from the part of the relevant authorities regarding the decision-making process in such cases. We would like the

decision-making/sanctioning process to be managed by representative commissions and not by the presidency alone.

- A revision of the job specifications and an increase in the resources allocated to external investigations, in order to guarantee their quality.

Signing parties

Unipoly Association
Polyquity Association
Zero Emission Group Association
Planqueer Association
Ingénieur·e·s du Monde Association
SUD Etudiant-e-s et Précaires
SSP-étudiant-e-s



ensemble pour
une écologie
solidaire



ZERO
EMISSION
GROUP

